

Contre Sarko, votez Besancenot

samedi 7 avril 2007, par [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 4 avril 2007).

L'histoire semble bégayer. Comme Chirac en 2002, Sarkozy tente de mettre en place un scénario qui place au centre les questions de sécurité et d'immigration. Après avoir fait une incursion sur les terres du mouvement ouvrier, en essayant de kidnapper Jaurès et Blum, et visité les usines - toujours à l'invitation des patrons -, il revient sur son terrain de prédilection et sur des thèmes plus porteurs - croit-il - pour rassembler la droite et regagner des secteurs de l'électorat d'extrême droite.

L'utilisation des « incidents » de la gare du Nord illustre bien ses objectifs politiques : dénoncer « les voyous », la « fraude », criminaliser toute réaction face aux exactions policières. L'amalgame « immigration » et « sécurité » est accompagné de démagogie sur l'« identité nationale ». Son objectif est clair : au premier tour, l'élection se gagne à droite et à l'ultradroite, en reconquérant une partie de l'électorat du Front national. Certains électeurs de droite peuvent le suivre sur cette voie. Mais cette mécanique est risquée : les gens préfèrent l'original à la copie. Ils se tournent alors vers l'initiateur de cette politique, à savoir Le Pen.

Les différences avec 2002, à cette étape de la campagne, font que les questions sociales restent au centre du débat électoral : l'emploi, le pouvoir d'achat, les retraites continuent à polariser l'attention des électeurs et des millions de salariés plus que la sécurité. Plus, il y a un véritable rejet de Sarkozy dans une série de secteurs de la population : les mobilisations en solidarité avec le grand-père chinois sans papiers et la directrice de l'école du 20^e arrondissement, à Paris, témoignent de ce rejet. Les réactions des Parisiens présents à la gare du Nord contre l'arrestation musclée du voyageur sans ticket de transport sont aussi, à leur manière, une indication de la profonde défiance d'une partie de la population face à la police de Sarkozy. Et, même si celui-ci est bien le candidat du Medef, du patronat et des principales forces de la droite, une partie de cette droite et des classes dominantes se méfie des « excès » ou des « embardées » du candidat de l'UMP, ou de sa « rupture » avec le mode de domination de la droite de ces dernières années. C'est l'une des explications de la montée de Bayrou et du centre. Quant à Le Pen, il bénéficie naturellement de la droitisation de la campagne, notamment sur la sécurité, l'immigration et « l'identité nationale »... mais il peut aussi voir une partie de son électorat basculer chez Sarkozy.

Il faut donc pousser l'analyse et comprendre que, derrière la « rupture » sarkozyste, il y a effectivement, pour la droite, un changement substantiel de politique et une accélération de la contre-réforme libérale. Ce qu'incarne Sarkozy, c'est une réponse à ce que les ultralibéraux appellent le « déclin de la France ». En fait, il s'agit, dans un monde de plus en plus marqué par la concurrence intercapitaliste entre l'Europe, les États-Unis et l'Asie, de faire sauter les « obstacles sociaux » que les classes dominantes dénoncent dans les rapports sociaux existants en France ou en Europe.

La recherche d'une « concurrence libre et non faussée », voilà leur objectif. Il faut donc, pour eux, casser le « modèle social européen », privatiser encore plus, déréglementer encore plus, précariser encore plus la force de travail, travailler plus pour... gagner moins. C'est le noyau dur de la politique socio-économique du candidat de Neuilly. Et c'est parce qu'avec lui, il y a de moins en moins d'« État social » qu'il y a nécessairement de plus en plus d'« État pénal ». Dans la panoplie de Sarkozy, la restriction des libertés démocratiques, les attaques contre les droits sociaux et le mouvement ouvrier constituent l'autre face indispensable de la médaille ultralibérale : la remise en cause du droit de grève est déjà à l'ordre du jour de son agenda. L'option Sarkozy, c'est le choix de

la confrontation sociale, la préparation des chocs sociaux qui ne peuvent que résulter de l'accélération de la contre-réforme libérale et des résistances sociales qu'elle entraînera.

Alors, face à cette droite dure, de nombreux électeurs peuvent être tentés par un « TSS » (« Tout sauf Sarkozy »), d'un vote « utile » dès le premier tour contre Sarkozy, en faveur de Royal, voire de Bayrou. Ces réflexes n'entraîneraient que de nouvelles désillusions. Comment combattre une droite « dure » avec une gauche « molle » ? Comment répondre à la brutalité des attaques patronales et de celles de Sarkozy avec un PS et une gauche qui acceptent le capitalisme libéral ? Les classes populaires n'ont pas une gauche à la hauteur des enjeux de la situation. S'il ne restait plus, contre Sarkozy et Le Pen, qu'une gauche sociale-libérale, cela favoriserait considérablement les attaques patronales. Contre la droite dure, il faut une gauche de combat, une gauche qui n'hésite pas à s'attaquer au système capitaliste, une vraie gauche, une gauche 100 % à gauche ! Celle d'Olivier Besancenot !

• **Les ravages de l'équité.** Depuis deux semaines, télés et radios sont astreintes à donner à chacun des douze candidats à la présidence de la République le même temps d'antenne. Cette période bénie a été précédée d'une autre, où la règle n'était pas l'égalité mais « l'équité ». Ainsi, le « Baromètre thématique des journaux télévisés » a relevé le nombre de passages des candidats dans les journaux télévisés des six chaînes nationales (TF1, France 2, France 3, Canal+, Arte et M6). Les résultats sont édifiants : 77 passages pour Sarkozy, 71 pour Royal, 32 pour Bayrou, vingt pour Voynet, seize pour Buffet, quinze pour Le Pen, dix pour Lepage et neuf pour Bové. Et Olivier Besancenot ? Six passages en tout et pour tout ! Décidément, dans ce domaine comme dans tant d'autres, l'équité est l'exacte négation de l'égalité.

P.-S.

* Paru en Premier Plan dans Rouge n° 2200 du 5 avril 2007.